



ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 15/03/2024

N° 104 - 2024

REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT – Rue Maréchal Leclerc

Le Maire de CHÂTEAUBOURG :

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU le Code de la Route annexé à l'Ordonnance n° 58.1216 et au Décret n° 58.1217 du 15 décembre 1958 ;
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la Signalisation Routière ;
VU l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et notamment son livre (8ème partie du 15 juillet 1974) ;
VU les risques encourus lors de la réalisation de travaux de voirie.
CONSIDÉRANT que la sécurité des usagers et du personnel nécessite la mise en place d'une fermeture temporaire de la rue.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande : pose de clous de voirie pour sécurisation passage piéton. A charge pour lui de refaire la structure de voirie de manière identique à ce qui existait auparavant.

ARTICLE 2 : La mise en place d'une fermeture de chaussée sera effective le 27/03/2024 de 9h à 17h.

ARTICLE 3 : La signalisation sera mise en place par la Mairie de Châteaubourg, elle s'engage à libérer dès que possible la voirie pour permettre la circulation normale. Des panneaux de déviation devront être mis en place pour les véhicules venant de la Rue de Paris en les guidant vers la Rue des Cottages.

ARTICLE 4 : Tout stationnement illicite sera considéré comme gênant et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière.

ARTICLE 5 : La Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Châteaubourg, Monsieur le responsable de la Police Municipale, Monsieur le responsable des Services Techniques communaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Fait à Châteaubourg, le 15/03/2024
Pour Le Maire, l'adjointe aux Services Techniques
Aude DE LA VERGNE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.